



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 février 2005  
Français  
Original: anglais

---

## Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

### Bermudes

#### Document de travail établi par le Secrétariat

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités . . . . .	1–3	3
II. Situation constitutionnelle et juridique . . . . .	4–12	3
III. Budget . . . . .	13–18	5
IV. Situation économique . . . . .	19–32	5
A. Généralités . . . . .	19–21	5
B. Services financiers . . . . .	22–24	6
C. Tourisme . . . . .	25–28	7
D. Bâtiment . . . . .	29–30	8
E. Transports et communications . . . . .	31–32	8
V. Questions militaires . . . . .	33	8
VI. Situation sociale . . . . .	34–44	9
A. Généralités . . . . .	34	9
B. Emploi . . . . .	35–36	9
C. Éducation . . . . .	37–38	9
D. Santé publique . . . . .	39–41	10
E. Criminalité . . . . .	42–44	10



VII.	Relations avec les organisations et mécanismes internationaux	45	11
VIII.	Statut politique futur du Territoire . . . . .	46–60	11
A.	Position de la Puissance administrante . . . . .	51–59	12
B.	Examen de la question par l’Organisation des Nations Unies . . . . .	60	14

## I. Généralités

1. Les Bermudes<sup>1</sup> sont situées dans la partie ouest de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres à l'est des côtes de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire est composé de huit îles principales et de 130 autres de plus petite taille. Great Island, aussi appelée Main Island, est la plus grande. Hamilton, la capitale, et St. George sont les deux villes les plus importantes.

2. Encore récemment, on pensait que les Bermudes avaient été découvertes en 1503. Les historiens locaux estiment désormais que le navigateur espagnol Juan de Bermúdez les a aperçues pour la première fois en 1505. C'est pourquoi, les cérémonies marquant le cinq centième anniversaire de la découverte des Bermudes, initialement prévues en 2003, auront lieu en 2005<sup>2</sup>. En 1609, les îles furent colonisées par un groupe de colons anglais et, en 1610, les premiers esclaves furent amenés aux Bermudes pour travailler dans les fermes et plonger à la recherche de perles. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle Constitution. Un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation a été de 58,8 %, ce qui est peu élevé pour les Bermudes, et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance.

3. D'après le recensement de 2000, la population des Bermudes est de 62 098 habitants, en augmentation de 6 % par rapport au recensement précédent, qui datait de 1991. Le nombre de résidents nés à l'étranger a augmenté de 12 % et représente environ 30 % de la population. On dénombre désormais 36 878 actifs, soit une augmentation de 11 % en 10 ans. Soixante pour cent des habitants sont d'ascendance africaine et 40 % d'ascendance européenne ou nord-américaine. La densité de population est très élevée (1 180 habitants par km<sup>2</sup>). Les Bermudes figurent sur la liste des pays qui comptent la plus forte densité urbaine. En effet, la totalité de la population réside en zone urbaine.

## II. Situation constitutionnelle et juridique

4. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968 et modifiée en 1973, 1979 et 1989, contient des dispositions sur la protection des droits de l'homme et des libertés individuelles. Le Gouverneur est nommé par la Reine et le Gouvernement du Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre des Bermudes. Il est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Les Bermudes ont un régime parlementaire. Le Gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un « cabinet » et un parlement bicaméral composé de l'Assemblée, qui compte 36 membres élus au suffrage direct pour un mandat de cinq ans, et du Sénat, qui compte 11 membres désignés de la façon suivante : cinq membres sont nommés par le Gouverneur sur recommandation du Premier Ministre, trois le sont sur recommandation du chef de l'opposition et trois le sont par le Gouverneur, à sa discrétion. Le territoire dispose d'un régiment de défense constitué de 700 militaires; la population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel. Environ 450 agents de police sont employés à temps complet

et plusieurs centaines de réservistes le sont à temps partiel. Le Gouverneur des Bermudes, M. John Vereker, a pris ses fonctions en avril 2002.

5. L'appareil législatif et le système juridique des Bermudes reposent sur la *common law* et l'*equity* anglaises, sur la législation anglaise en vigueur depuis 1612 et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du Gouvernement et ses membres ne sont pas élus, mais nommés sur le conseil du Président de la Cour. Il existe trois instances : le tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel.

6. Le territoire compte trois principaux partis politiques : le Progressive Labour Party (PLP), premier parti créé par la population noire des Bermudes, en 1963, qui souhaitait être représentée et accéder au pouvoir dans un système politique et économique contrôlé par la population blanche; le United Bermuda Party (UBP), créé en 1964 par la population blanche opposée aux politiques prônées par le PLP; le National Liberal Party (NLP), qui mène une politique centriste. Le Premier Ministre, choisi dans le parti de la majorité, dirige un gouvernement comprenant au maximum 14 membres issus du corps législatif.

7. Pour pouvoir voter lors des élections et des référendums, il faut avoir au moins 18 ans et être Bermudien de naissance ou par naturalisation, ou être établi de longue date aux Bermudes, citoyen du Commonwealth britannique et inscrit sur les listes électorales chaque année depuis 1979. La citoyenneté bermudienne est automatiquement accordée aux enfants nés aux Bermudes, sauf lorsqu'aucun des deux parents n'est Bermudien de naissance ou par naturalisation.

8. La loi sur les territoires britanniques d'outre-mer, entrée en vigueur en 2002, octroie la nationalité britannique aux citoyens de ces territoires, dont les Bermudiens. En vertu de cette loi, les citoyens des Bermudes peuvent obtenir un passeport britannique et travailler dans les pays membres de l'Union européenne.

9. Les dernières élections générales, tenues en 2003, ont donné la victoire au PLP, qui compte à présent 22 sièges à l'Assemblée. L'UBP détient les 14 sièges restants. Le Premier Ministre est M. Alexandre Scott.

10. Comme indiqué dans le document de travail présenté en 2004 (A/AC.109/2004/14, par. 10 et 11), les élections de 2003 ont eu lieu dans le cadre du nouveau système électoral mis en place conformément aux amendements constitutionnels et aux lois d'application adoptés en 2003, qui ont remplacé les 20 circonscriptions de taille inégale, représentées chacune par deux députés, par 36 circonscriptions de taille identique. Ce nouveau système a en outre instauré le principe « à chacun une voix ». Les prochaines élections doivent avoir lieu avant 2008.

11. Comme il était également indiqué dans le document de travail précédent (*ibid.*, par. 13 et 52), à la suite de la controverse concernant la procédure adoptée pour donner effet aux amendements constitutionnels de 2003 et des critiques de l'UBP dénonçant l'absence de consultations de la population, le Gouverneur des Bermudes a invité, à la fin de 2003, la population à se prononcer sur les révisions dont la Constitution devrait faire l'objet. En février 2004, le Gouvernement a présenté au Gouverneur une proposition relative à la Constitution<sup>3</sup>.

12. Tout au long de 2004, les consultations et débats publics se sont poursuivis sur la question de l'indépendance des Bermudes. En mars 2004, le Premier Ministre du

territoire a inscrit cette question au programme du Gouvernement<sup>4</sup>. En décembre 2004, le Gouvernement a constitué la Commission pour l'indépendance des Bermudes (voir sect. VII).

### **III. Budget**

13. Le Ministre des finances a présenté en 2004 le budget des Bermudes pour l'exercice 2004-2005.

14. Il a déclaré qu'en ce qui concerne l'exercice 2003-2004, le coût total des dégâts causés par le cyclone Fabian, qui s'était abattu sur les Bermudes en septembre 2003 (voir plus loin, par. 21) a été estimé à 160 ou 180 millions de dollars. Le secteur hôtelier a perdu, ne fût-ce que provisoirement, 20 % de sa capacité, ce qui s'est traduit par une augmentation du chômage temporaire dans ce secteur d'activité, laquelle a eu des répercussions négatives sur les secteurs apparentés. L'agriculture a également été très gravement touchée, les pertes étant de l'ordre de 2 ou 3 millions de dollars.

15. Les dépenses publiques pour 2004 ont été révisées à la hausse : de 624,9 millions de dollars, elles sont passées à 643,2 millions de dollars car il a fallu couvrir les frais imprévus occasionnés par le cyclone Fabian et effectuer un virement exceptionnel de 3,5 millions de dollars à l'Autorité monétaire des Bermudes. Les recettes publiques pour la même période ont été révisées à la hausse et établies à 666 millions de dollars, au lieu des 650 millions de dollars initialement prévus.

16. Le montant total des prévisions de dépenses pour l'exercice 2004-2005 se chiffre à 660,2 millions de dollars. L'accroissement de ces dépenses par rapport aux prévisions initiales pour l'année précédente est imputable aux sentences arbitrales rendues en 2003 à propos des hausses de salaires dans le secteur public. Au cours de l'exercice 2004-2005, le Gouvernement propose de recueillir des recettes d'un montant de 693,9 millions de dollars.

17. Le Gouvernement prévoit que le produit intérieur brut (PIB) des Bermudes enregistrera une augmentation de l'ordre de 2 à 2,5 % en 2004.

18. En mai 2004, le Gouvernement a fait part de son intention de renégocier 75 millions de dollars au titre de sa dette grâce à un placement de 10 ans auprès du secteur privé. Le montant total des emprunts du Gouvernement à la fin de mars 2005 devrait se chiffrer à 216 millions de dollars, soit 8 % environ du PIB, ce qui représente 2 % de moins que le plafond fixé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour les emprunts<sup>5</sup>.

### **IV. Situation économique**

#### **A. Généralités**

19. Les Bermudes n'ont pas de ressources naturelles, au sens classique du terme, qui puissent servir de base à une économie viable. Depuis toujours elles ont néanmoins tiré parti de leur situation géographique et de la beauté de leurs paysages pour développer une industrie du tourisme réputée. Les services financiers, le

commerce international et le tourisme constituent les principaux secteurs économiques et apportent l'essentiel des recettes en devises du territoire. Les résultats du recensement de 2000 ont confirmé que les Bermudes étaient passées d'une économie reposant à égalité sur le tourisme et le commerce international, à une économie fondée d'abord sur les services financiers extraterritoriaux, puis sur le tourisme. Le secteur public joue un rôle important dans l'économie des Bermudes. Plus de 13 % de la population active est employée, directement ou indirectement, par le secteur public. Les secteurs manufacturier et agricole, peu développés, apportent une contribution modeste à l'économie des Bermudes. Les industries locales comprennent l'imprimerie, le traitement des produits de la pêche, la réparation des navires et des bateaux de plaisance, ainsi que la fabrication de peinture. L'agriculture est limitée par le manque de terres arables. Elle produit actuellement quelques légumes et agrumes et des fleurs destinées à l'exportation. Le secteur du bâtiment gagne en importance : il employait 6,9 % de la main-d'oeuvre, contre 3,2 % pour l'industrie manufacturière. Les Bermudes importent 90 % des produits alimentaires qu'elles consomment. Leur ouverture à l'économie mondiale et leurs liens étroits avec l'économie des États-Unis déterminent dans une large mesure l'évolution de leur croissance économique.

20. La parité du pouvoir d'achat du PIB était de l'ordre de 2 330 000 000 dollars en 2003. Le taux de croissance du PIB en valeur réelle représentait à peu près 2 %, et la parité du pouvoir d'achat par habitant s'élevait à 36 000 dollars, l'une des plus élevées du monde<sup>6</sup>. Néanmoins, en raison du coût élevé de la vie, le territoire ne vient qu'au neuvième rang pour le pouvoir d'achat<sup>7</sup>. En septembre 2004, le taux d'inflation a atteint 3,9 %, ce qui représente le taux le plus élevé depuis 14 ans. Selon l'*Economist Intelligence Unit*, la hausse de l'inflation est imputable à une « surchauffe de l'économie », entretenue par l'essor rapide du commerce extérieur et l'augmentation des dépenses de santé, d'éducation et de transport<sup>8</sup>.

21. Comme indiqué dans le document de travail précédent (A/AC.109/2004/14), les Bermudes ont été frappées en septembre 2003 par le cyclone Fabian, l'un des cyclones les plus violents depuis plus de 50 ans, qui a causé d'importants dégâts sur le plan socioéconomique, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture (voir plus haut, par. 14). Toutefois, d'après le Ministre des finances, la situation économique favorable et un secteur des assurances vigoureux ont permis de résister au choc<sup>9</sup>.

## **B. Services financiers**

22. Comme indiqué dans le document de travail précédent (A/AC.109/2004/14, par. 21 et 22), jusqu'en 2003, les banques étrangères n'étaient pas autorisées à opérer aux Bermudes, ce qui avait permis aux banques locales de jouir d'un quasi-monopole sur les transactions internationales effectuées pour le compte de clients extraterritoriaux. En 2003, à la suite de l'abrogation de la règle limitant la détention par des étrangers de capitaux appartenant à des entreprises bermudiennes, la Banque britannique HSBC a acheté la Banque des Bermudes pour la somme de 1,3 milliard de dollars<sup>10</sup>.

23. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux internationaux et viennent au troisième rang pour ce qui est du marché des assurances. Au cours de la période considérée, le secteur du commerce extérieur,

dont les assurances, la réassurance, la gestion et l'administration des fonds communs de placement, a continué de dominer l'économie. Les Bermudes demeurent l'un des principaux lieux de domiciliation des compagnies d'assurance et de réassurance captives. En outre, les Bermudes développent les fonds fiduciaires et la prestation de services pour les fonds communs de placement et les gestionnaires d'actifs.

24. Le secteur financier des Bermudes est correctement réglementé. Il n'existe pas de banque centrale mais l'Autorité monétaire des Bermudes (BMA) est l'organisme de réglementation des banques et sociétés fiduciaires. La BMA est dotée de vastes pouvoirs, dont celui de procéder à des opérations de contrôle sur place auprès des assureurs bermudiens installés de longue date. Comme indiqué dans le document de travail précédent (A/AC.109/2004/14, par. 25), le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué en 2003 qu'il convenait d'améliorer encore les mécanismes de contrôle et de réglementation dans le territoire. Le Gouvernement envisage d'apporter des amendements à la législation pertinente afin que les droits de licence, actuellement acquittés au Gouvernement, soient désormais versés directement à la BMA, la rendant ainsi encore plus indépendante du Gouvernement, en application des recommandations du FMI<sup>11</sup>. Toujours dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de l'argent, le Gouvernement a étoffé en 2004 les effectifs de son Groupe chargé des enquêtes financières qui sont passés de 5 à 13 postes comme suite aux recommandations formulées par le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth lors de l'examen du système Klynveld Peat Marwick et Goerdeler<sup>12</sup>.

## C. Tourisme

25. Comme indiqué dans le document de travail précédent (A/AC.109/2004/14, par. 26), le secteur du tourisme des Bermudes connaît un déclin depuis les années 80, essentiellement en raison de la concurrence de plus en plus âpre des destinations moins chères, de la croissance rapide des croisières et des fluctuations économiques internationales. D'après les informations communiquées par la Puissance administrante, le secteur des voyages et du tourisme des Bermudes compterait en 2004 pour 6,2 % du PIB et occuperait 3 231 personnes et l'économie associée aux voyages et au tourisme représenterait 24,1 % du PIB et 10 333 emplois<sup>13</sup>.

26. En 2004, 480 000 touristes se sont rendus aux Bermudes, soit juste un peu moins qu'en 2003. La même année, le nombre de touristes étant allés aux Bermudes par avion avait augmenté de 5 % par rapport à 2003. Toutefois, la réduction du nombre d'arrivées des navires de croisière géants a contribué à la réduction générale du nombre de touristes<sup>14</sup>.

27. Au début de 2004, l'*Economist Intelligence Unit* a indiqué que le nombre d'employés dans le secteur hôtelier était tombé de 19,5 % à la suite du passage du cyclone Fabian et de la fermeture de trois grands hôtels pour rénovation<sup>15</sup>.

28. D'après la Puissance administrante, le Gouvernement a continué en 2004 de prendre des mesures pour revitaliser le secteur du tourisme. Il a négocié plusieurs nouveaux itinéraires de vols et entrepris de promouvoir les Bermudes comme destination de voyage dans certains pays d'Europe<sup>16</sup>.

## **D. Bâtiment**

29. L'industrie du bâtiment bénéficie d'investissements des secteurs à la fois privé et public. En 2004, de bons résultats ont continué d'être enregistrés et certains analystes prévoient que cette tendance se maintiendra pendant les cinq années à venir<sup>17</sup>.

30. En dépit de la bonne santé de ce secteur, le territoire continue d'avoir un problème de logements. Le rythme de construction de nouveaux logements n'est pas assez rapide pour satisfaire la demande et le territoire souffre d'une grave pénurie de logements abordables. Les prix de l'immobilier ne cessent d'augmenter, ce qui place une partie de la population dans une position difficile. Soucieux de remédier à ce problème, le Ministre des finances a annoncé dans son discours sur le budget pour 2004-2005 une initiative visant à fournir des logements à un prix raisonnable. Cette initiative a donné naissance à un partenariat entre le Gouvernement et le secteur privé en vue de construire 200 logements sur l'emplacement d'une ancienne base américaine (voir plus loin, la Section VI). La moitié sera vendue au prix du marché et subventionnera en partie l'autre moitié, qui sera vendue à un prix inférieur au marché. Le projet doit être achevé en avril 2006 et a valeur de programme expérimental, qui pourrait servir de modèle à d'autres projets du même type. Toutefois, le parti d'opposition, l'UBP, a reproché au Gouvernement d'avoir lancé ce projet par décret ministériel et non dans le cadre du processus de planification<sup>18</sup>.

## **E. Transports et communications**

31. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées. Les immatriculations de voitures ont augmenté de 70 % depuis 1980.

32. Selon certaines informations, les liaisons aériennes se sont considérablement améliorées ces dernières années. Depuis longtemps, des vols réguliers desservent le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni.

## **V. Questions militaires**

33. Comme indiqué dans les documents de travail précédents (A/AC.109/2000/13, par. 17 à 21; A/AC.109/2001/15, par. 35 et 36; A/AC.109/2002/13, par. 40 et 41 et A/AC.109/2004/14, par. 36 et 37), le Gouvernement bermudien a reçu en 2002 11 millions de dollars des États-Unis dans le cadre de l'extinction de l'Accord sur les terres de la base américaine. Dans son discours sur le budget pour 2004-2005, le Ministre des finances a annoncé que le Gouvernement prévoyait d'investir cette somme pour entretenir et réparer le Longbird Brigade, loger les sans-abri, alimenter par un versement exceptionnel la caisse des pensions, fournir des fonds à la Commission nationale sur les drogues, à la Société bermudienne de développement des petites entreprises et au Centre sportif national, 3 millions de dollars étant conservés à titre de réserve générale (voir plus haut, par. 28 et 29)<sup>19</sup>.

## **VI. Situation sociale**

### **A. Généralités**

34. Comme indiqué dans un document de travail de 2003 (A/AC.109/2003/13, par. 42 et 43), bien que le PIB des Bermudes soit parmi les plus élevés du monde, l'actuel gouvernement s'attache en priorité à redresser les inégalités de revenus. En effet, selon le recensement de 2000, les inégalités de revenus liées à la race, au sexe et à la nationalité demeurent. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a continué de s'efforcer de mettre en œuvre son programme social global, mettant l'accent sur le développement durable, le renforcement du pouvoir économique, le logement, la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et compétente, la formation des jeunes, les personnes âgées, la sécurité des personnes et l'amélioration de la qualité de la vie des Bermudiens. Le budget pour 2004-2005 prévoyait une augmentation des dépenses publiques au titre des initiatives sociales en faveur des personnes âgées et l'offre de logements à un prix raisonnable<sup>20</sup>.

### **B. Emploi**

35. Il ressort des résultats de l'enquête annuelle sur l'emploi, publiés en 2004, que l'emploi a, dans l'ensemble, très légèrement diminué aux Bermudes (de 0,4 % en 2003). Toutefois, dans le même temps, il a augmenté de 5,3 % dans le secteur du commerce extérieur et de 2 % dans le secteur public et dans l'immobilier<sup>21</sup>.

36. Les Bermudes connaissent quasiment le plein emploi et les Bermudiens bénéficient d'une retraite complète, aussi seules la qualité des emplois proposés et les répercussions de la présence de main-d'œuvre étrangère suscitent-elles des difficultés. Comme indiqué dans le document de travail précédent (A/AC.109/2004/14, par. 39), le Gouvernement a adopté une réglementation limitant à six ans la validité des permis de travail octroyés aux étrangers, à l'exception des personnels essentiels qui peuvent obtenir des permis de neuf ans. En 2004, le Gouvernement a annoncé d'autres catégories d'emploi échappant à cette réglementation.

### **C. Éducation**

37. Aux Bermudes, l'éducation est obligatoire pour tous les enfants âgés de 5 à 16 ans. Elle est gratuite dans les écoles publiques. Le taux d'alphabétisation est élevé : 98 % des hommes et 99 % des femmes âgés de 15 ans savent lire et écrire. Il existe 39 écoles publiques – 30 écoles primaires, 5 écoles élémentaires, 2 écoles secondaires et 2 écoles d'enseignement spéciale – ainsi que plusieurs écoles privées. En revanche, il n'existe aucune université qui délivre des diplômes. Chaque année, le Gouvernement octroie un certain nombre de bourses aux jeunes Bermudiens admis dans des universités aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Des bourses sont également accordées aux étudiants par des banques locales, d'importants cabinets d'avocats et des sociétés internationales implantées aux Bermudes. En application du National Education Guarantee Scheme, lancé en 1994 par le Gouvernement, le seul manque de ressources financières ne peut justifier qu'un étudiant se voit privé de la possibilité de poursuivre des études supérieures.

38. Les autorités bermudiennes estiment que le niveau d'instruction élevé de la population constitue pour le territoire un atout important qui le place en bonne position par rapport aux autres centres financiers offshore. Selon le recensement de 2000, 20 % des Bermudiens sont titulaires de diplômes universitaires. Toutefois, près de la moitié des élèves fréquentant les écoles publiques abandonnent leurs études sans avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. Le recensement de 2000 a également révélé d'importantes disparités entre les élèves blancs, qui sont inscrits pour les trois quarts dans des écoles privées, et les élèves noirs, qui fréquentent les établissements publics. Cette disparité entre les races dans l'enseignement se retrouve aussi dans l'emploi dans le secteur du commerce extérieur. Pour améliorer encore la qualité de l'enseignement, le Gouvernement a engagé un processus de révision et de réforme draconiennes<sup>22</sup>.

#### **D. Santé publique**

39. Les soins médicaux sont dispensés par des praticiens privés et trois centres médicaux publics. Les soins hospitaliers sont payants et tous les travailleurs doivent cotiser à l'assurance maladie. Une taxe d'hospitalisation couvre le coût des services fournis par les hôpitaux aux moins de 16 ans. Les personnes indigentes de plus de 65 ans paient 20 % de leurs frais d'hospitalisation. D'après la Health Insurance Association of Bermuda (Association des organismes d'assurance maladie des Bermudes), le coût total des soins a augmenté de 100 % au cours des 10 dernières années, phénomène dû à l'utilisation de techniques plus perfectionnées, au vieillissement de la population et au fait que les patients se montrent plus exigeants que par le passé. D'après les informations communiquées par la Puissance administrante, le nouveau centre de documentation sur le cancer de l'Association pour la tuberculose, le cancer et la santé a ouvert ses portes.

40. La même année, la loi relative au Conseil pour la santé des Bermudes portant création dudit Conseil qui est chargé de surveiller et de gérer les soins de santé dans le territoire, a été adoptée.

41. Selon *The Economist*, les Bermudes se placent au sixième rang mondial pour ce qui est de l'incidence du sida. En 2004, les médecins informaient la population que la principale cause de transmission du VIH/sida aux Bermudes n'était plus la consommation de drogues par injection mais les rapports sexuels<sup>23</sup>.

#### **E. Criminalité**

42. Comme indiqué dans un document de travail précédent (A/AC.109/2003/13, par. 46), les Bermudes ont été victimes d'une criminalité importante en 2003 et notamment de nombreux crimes violents liés au trafic de stupéfiants, face auxquels le Gouvernement a pris des mesures pour étoffer ses services de police. Les crimes violents ont continué de se multiplier en 2004. On a assisté à une grave escalade de la violence des gangs, dont les auteurs sont des jeunes laissés pour compte. La presse locale a fait savoir que, comme suite à la montée de la criminalité, plusieurs tribunes communautaires ont été organisées sur ce thème tout au long de 2004. Par ailleurs, des hommes politiques de l'opposition ont demandé l'adoption d'une législation en vue de lutter plus énergiquement contre la criminalité violente ainsi

qu'un alourdissement des peines sanctionnant les crimes commis contre des officiers de police<sup>24</sup>.

43. À la fin de 2004, la première condamnation au titre de la législation relative au blanchiment de l'argent a été prononcée contre un guichetier de banque qui avait blanchi des fonds provenant du trafic de drogues. À la suite de quoi, la police a publié une déclaration selon laquelle cette condamnation visait à faire savoir clairement que le produit d'activités criminelles ne serait pas toléré<sup>25</sup>.

44. Au cours de l'année, le Gouvernement a dû faire face à plusieurs problèmes politiques. En 2002, une enquête a été lancée sur des allégations faisant état de corruption dans la Bermuda Housing Corporation (Office du logement bermudien) administrée par le Gouvernement lorsqu'il a été découvert que des versements irréguliers avaient été effectués au bénéfice d'entrepreneurs. À l'issue de l'enquête en 2004, une seule personne a été inculpée et aucun homme politique n'a été directement impliqué dans cette affaire. En 2004, le Gouvernement a également eu des difficultés avec le projet d'école de Berkeley, lorsque la légitimité de certaines opérations avec des entrepreneurs a été contestée<sup>26</sup>.

## **VII. Relations avec les organisations et mécanismes internationaux**

45. Comme indiqué dans les documents de travail précédents (A/AC.109/2002/15, par. 63, A/AC.109/2003/13, A/AC.109/2004/14, par. 48 et 49), les Bermudes qui étaient dotées du statut d'observateur auprès de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), souhaitent devenir membres associés de cette organisation. En 2003, le Royaume-Uni leur a donné son approbation à condition que le représentant du Gouvernement bermudien s'abstienne sur toute question examinée au sein de la CARICOM, qui aurait un rapport direct avec les relations extérieures, la défense et la sécurité et que les Bermudes se dissocient de toute déclaration faite par la Communauté à ce sujet<sup>27</sup>.

## **VIII. Statut politique futur du Territoire**

46. En janvier, le Gouvernement a créé la Commission pour l'indépendance des Bermudes, qui était expressément chargée d'éduquer, d'informer et d'encourager la consultation et le débat sur le sujet de l'indépendance des Bermudes, doit achever ses travaux d'ici à juillet 2005<sup>28</sup>. Le Gouvernement a déclaré qu'il entendait créer une commission indépendante et représentative de la communauté bermudienne élargie. Cette commission comprend 14 membres désignés par le Premier Ministre, des représentants des syndicats et des organisations ainsi que des particuliers. Le parti d'opposition, l'UBP, a refusé d'être officiellement membre de la Commission. Toutefois, deux de ses anciens représentants prennent part à ses travaux à titre individuel<sup>29</sup>. Pendant les six mois où elle siègera, la Commission tiendra des réunions publiques, recevra des communications et établira un rapport qui aidera le Gouvernement à définir sa position sur la question de l'indépendance.

47. Le mécanisme devant permettre de déterminer les vœux de la population bermudienne au sujet de l'indépendance demeure l'une des questions essentielles, sur laquelle les principaux partis sont divisés. Le PLP estime que le mieux serait

d'organiser des élections générales, tandis que le parti d'opposition, l'UBP fait valoir qu'un référendum est le moyen approprié de déterminer les souhaits de la population au sujet de l'autodétermination<sup>30</sup>. D'après des informations parues dans la presse, lors de la sixième réunion de l'Overseas Territories Consultative Council (OTCC) (Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer), tenu à Londres en septembre 2004, les représentants des territoires d'outre-mer ont demandé au Ministre britannique responsable de ces territoires si le Royaume-Uni était favorable à l'exercice par les territoires de leur droit à l'autodétermination dans le cadre « d'élections ou d'un référendum » et si l'une ou l'autre de ces formules était « une possibilité ou une attente ». Le Ministre a admis que le Royaume-Uni n'avait pas pour l'instant de politique précise à ce sujet, et invité les territoires à présenter par écrit leurs observations sur la question afin qu'elles puissent être examinées lors de la réunion de l'OTCC en 2005<sup>31</sup>.

48. Selon des informations parues dans la presse, plusieurs grandes questions touchant le débat de l'indépendance concernent la mesure dans laquelle une modification du statut souverain des Bermudes influencerait sur leurs relations actuelles avec le Royaume-Uni. Les Bermudes ont de puissants liens historiques et administratifs avec la Grande-Bretagne et, par son intermédiaire, avec l'Europe. Parallèlement, elles entretiennent aussi des relations économiques et culturelles très étroites avec les États-Unis d'Amérique<sup>32</sup>.

49. Une autre question connexe a trait à la citoyenneté britannique et à la liberté de déplacement au sein de l'Union européenne qui étaient conférées aux Bermudes par la loi relative aux territoires d'outre-mer adoptée en 2002. Certains secteurs de la population se demandent dans quelle mesure ces droits seront compromis si les Bermudes optent pour l'indépendance<sup>33</sup>.

50. Le changement de statut influencerait sur deux autres questions importantes ayant trait aux relations des Bermudes avec le Royaume-Uni, à savoir la défense et la sécurité. S'agissant de la protection des Bermudes contre une agression étrangère, le Gouverneur adjoint a déclaré qu'il serait loisible à n'importe quel territoire de demander au Royaume-Uni de maintenir le système de défense qui aurait été en place avant l'indépendance, même pendant peu de temps. Le régiment pourrait demander de continuer à être rattaché au Royal Anglia Regiment. Une note d'information du Gouvernement sur la sécurité interne et la défense prévoyait aussi la signature d'un traité d'amitié avec le Royaume-Uni, le Canada ou les États-Unis pour aider les Bermudes à assurer leur défense au cas où elles accèderaient à l'indépendance<sup>34</sup>.

## **A. Position de la Puissance administrante**

51. Dans la déclaration qu'il a prononcée lors de la 3<sup>e</sup> séance de la Quatrième Commission, le 5 octobre 2004, dans le cadre de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale (voir A/C.4/59/SR.3), le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son pays se félicitait, en tant que puissance administrante, de 10 des 16 territoires inscrits sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, de l'occasion qui lui était offerte, d'informer la Commission des faits nouveaux intervenus depuis la session précédente.

52. Il a déclaré que le partenariat entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer continuait à se développer. La sixième réunion annuelle du Conseil consultatif

pour les territoires d'outre-mer, présidée par M. Bill Rammell, Ministre des territoires d'outre-mer était une instance de dialogue entre les ministres principaux démocratiquement élus et leurs homologues des territoires et avec les ministres du Gouvernement britannique. La réunion tenue en 2004 a offert une nouvelle fois la possibilité d'examiner les relations entre le Royaume-Uni et les territoires, les questions relatives à une modernisation constitutionnelle, au développement durable, dont la bonne gouvernance et à l'environnement ainsi que d'autres problèmes liés aux obligations internationales incombant au Royaume-Uni.

53. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que M. Rammell avait effectué des séjours fructueux dans deux des territoires, les îles Falkland (Malvinas) et les îles Vierges britanniques au cours de l'année écoulée. Ces séjours lui avaient permis de rencontrer des interlocuteurs d'horizons très divers dans les deux territoires et de mieux les connaître. Il avait eu aussi l'occasion de s'entretenir sur toute une série de questions avec les représentants élus dans leurs propres territoires.

54. Il a fait observer que le Royaume-Uni accueillait avec satisfaction les progrès accomplis dans le processus de révision de la Constitution. Les représentants du Royaume-Uni avaient tenu au cours de l'année écoulée de débats utiles et fructueux avec des représentants de Montserrat, Sainte-Hélène et les îles Turques et Caïques. À Sainte-Hélène, un projet de constitution avait été établi et une consultation plus vaste était préparée à ce sujet. Une proposition de réforme constitutionnelle à Gibraltar avait été déposée en décembre 2003. Les dates des pourparlers officiels n'avaient pas encore été fixées.

55. Conscient que plusieurs territoires disposent de ressources limitées, le Gouvernement du Royaume-Uni continuait d'appuyer des projets dans divers secteurs pour accroître les capacités locales et promouvoir un développement durable et une bonne gouvernance. Ces projets portaient sur un large éventail de questions : diversification économique, réforme de la législation relative à la protection de l'enfant et à la famille, étude de solutions autres que les peines privatives de liberté.

56. Il a rappelé qu'en 2003, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'époque avait déclaré que des ressources supplémentaires avaient été attendues du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et du Département du développement international pour appuyer les activités environnementales dans les territoires et la mise en œuvre des Chartes relatives à l'environnement pour les territoires d'outre-mer, signées en 2001. Ce programme commun finançait 23 nouveaux projets en 2004-2005, dont trois étaient des initiatives recouvrant plusieurs territoires. Il s'agissait de la remise en état de l'habitat, du recensement des ressources et du renforcement des capacités des organismes publics et de ceux de la société civile.

57. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, malheureusement, les Caraïbes avaient été encore une fois durement frappées par les cyclones et, dans le contexte des territoires, il a mentionné les dégâts causés par le cyclone Ivan dans les îles Caïmanes, malgré la mise en place de solides dispositifs d'intervention à l'échelon local. Le Royaume-Uni avait été en mesure d'apporter une assistance immédiate, et d'autres territoires et États voisins avaient eux aussi offert leur aide. Le Royaume-Uni et les îles Caïmanes étaient extrêmement reconnaissants à tous ceux qui leur ont apporté leur soutien. S'il restait beaucoup à faire, des mesures encourageantes ont été prises pour permettre aux territoires de retrouver une vie

normale. Les îles Turques et Caïques avaient également été victimes d'importants dégâts sur une partie de leur territoire quelques semaines plus tôt.

58. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que, comme suite aux demandes de certains territoires d'outre-mer, qui souhaitaient avoir accès à l'assistance économique et commerciale et à l'aide au développement offertes par la Commission européenne, un responsable de la liaison avec la Commission avait été désigné en 2004, au sein du Département des territoires d'outre-mer du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth. Ce responsable continuait de collaborer avec les territoires pour trouver et obtenir une aide au développement de la Commission, comme prévu par la décision adoptée en novembre 2001 par l'European Union – Overseas Countries and Territories (EU-OCT) Overseas Association (Association de l'Union européenne et des territoires et pays d'outre-mer).

59. Il a déclaré que le Royaume-Uni continuait de coopérer de manière informelle avec le Comité spécial des 24. C'est ainsi que tout récemment, un représentant du Royaume-Uni avait assisté à un séminaire organisé en mai 2004, par ledit Comité en Papouasie-Nouvelle-Guinée et présenté à cette occasion un document sur l'évolution de la situation constitutionnelle dans les territoires britanniques. Il a déclaré que le projet de visite aux Bermudes en vue d'examiner les initiatives visant à rayer le territoire de la liste des territoires non autonomes était sans doute l'initiative la plus positive qui ait été prise récemment. En conclusion, il a déclaré que le secrétariat se tenait directement en contact avec les Bermudes en vue de préparer cette visite.

## **B. Examen de la question par l'Organisation des Nations Unies**

60. Le 10 décembre 2004, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 59/134 A et B sans les mettre aux voix; la section III de la résolution 59/134 B est expressément consacrée aux Bermudes.

### *Notes*

<sup>1</sup> Les renseignements repris dans le présent document de travail sont tirés de rapports publiés notamment sur des sites Internet.

<sup>2</sup> *The Royal Gazette*, 12 octobre 2002.

<sup>3</sup> <<http://www.ubp.bm/news/>>.

<sup>4</sup> *Caribbean Net News*, 2 mars 2004, <<http://www.caribbeanetnews.com>>.

<sup>5</sup> ViewsWire, 19 mai 2004; Bermuda finance: Government to seek debt refinancing, <<http://www.viewswire.com>>.

<sup>6</sup> <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/bd.html>>.

<sup>7</sup> <<http://www.iif.edu/academicresources/els/20040129els001.htm>>.

<sup>8</sup> *The Royal Gazette*, 5 novembre 2004 et 13 janvier 2005; *Economist Intelligence Unit viewswire*, 16 novembre 2004, <<http://www.viewswire.com>>.

<sup>9</sup> *Bermuda Sun*, 20 février 2004.

- 
- <sup>10</sup> <<http://www.eiu.com>>; <<http://www.bankofbermuda.com>>; *The Independent*, 29 octobre 2003; *South China Morning Post*, 3 novembre 2003; *International Money Marketing*; novembre 2003; *Financial Times*; 9 mars 2004.
- <sup>11</sup> *Bermuda Sun*, 20 février 2004.
- <sup>12</sup> *The Royal Gazette*, 5 juillet 2004.
- <sup>13</sup> *World Travel and Tourism Council*, 2004.
- <sup>14</sup> *BBC Monitoring Americas*, 25 janvier 2005.
- <sup>15</sup> *Economist Intelligence Unit ViewsWire*, 15 décembre 2004.
- <sup>16</sup> *Travel and Tourism Economic Research*, 2004.
- <sup>17</sup> *The Royal Gazette*, 22 décembre 2004.
- <sup>18</sup> *The Royal Gazette*, 26 octobre 2004.
- <sup>19</sup> *Bermuda Sun*, 20 février 2004.
- <sup>20</sup> *The Royal Gazette*, 4 juin-26 octobre 2004.
- <sup>21</sup> *Bermuda Sun*, 20 février 2004.
- <sup>22</sup> *Ministère de l'éducation et du développement, 2004; Initiatives – 1998-2004; The Royal Gazette*, 31 mai et 9 juillet 2004.; *Financial Times*, 9 mars 2004
- <sup>23</sup> *BBC Monitoring Americas*, 30 novembre 2004.
- <sup>24</sup> *The World Gazette*, 26 avril, 19 juin et 5 novembre 2004.
- <sup>25</sup> *BBC Monitoring Americas*, 8 décembre 2004.
- <sup>26</sup> *The Royal Gazette*, 27 août et 11 octobre 2004 et 2 janvier 2005.
- <sup>27</sup> *The Royal Gazette*, 2 avril, 1<sup>er</sup> et 3 juin 2004; *BBC Monitoring Americas*, 17 mars 2004.
- <sup>28</sup> <<http://www.plp.bm>>, 10 décembre 2004.
- <sup>29</sup> *Bermuda Sun*, 17 décembre 2004; *A Country divided*.
- <sup>30</sup> *The Royal Gazette*, 3 mars 2004; <<http://www.bbc.co.uk/caribbean/news>>, 22 décembre 2004.
- <sup>31</sup> *The Royal Gazette*, 24 et 27 décembre et 1<sup>er</sup> octobre 2004.
- <sup>32</sup> *The Royal Gazette*, 9 juillet 2004.
- <sup>33</sup> *The Royal Gazette*, 26 octobre 2004.
- <sup>34</sup> *The Royal Gazette*, 6 juillet 2004.
-